

APPEL DE LA COMMISSION DE SUIVI DE L'APPLICATION DE L'ACCORD D'ARUSHA POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION AU BURUNDI (C.S.A.)

Nous, membres de la CSA, réunis à Bujumbura en notre neuvième session ordinaire du 24 au 28 juin 2002 ;

Ayant constaté la lenteur de la mise en œuvre de l'Accord d'Arusha et les obstacles à la conclusion d'un cessez-le-feu avec les mouvements armés ainsi que la détérioration de la situation économique et sociale ;

Considérant que l'Accord d'Arusha signé le 28 août 2000 avait donné aux Burundi des raisons d'espérer le retour de la paix et de la stabilité ;

Considérant que toutes les parties signataires de l'Accord sont convenues que la nature du conflit burundais est fondamentalement politique, avec des dimensions ethniques importantes ;

Considérant, en ce qui concerne la problématique du génocide et de l'exclusion, que les parties signataires ont arrêté une série de mesures politiques et juridiques qui garantissent les droits et libertés de tous les citoyens ;

Considérant, en ce qui concerne la démocratie et la bonne gouvernance, que les parties signataires ont élaboré et adopté les arrangements de transition, les principes constitutionnels qui caractérisent un Etat de droit et qui seront contenus dans la Constitution post-transition ;

Considérant que l'Accord de paix prévoit des principes d'organisation des corps de défense et de sécurité et des mécanismes pour corriger les déséquilibres constatés ;

Considérant que l'Accord de paix prévoit par ailleurs tout un programme pour la réhabilitation et la réinstallation des sinistrés et la réinsertion sociale des démobilisés ainsi qu'un programme de reconstruction matérielle et politique qui intègre la consolidation de la paix, la promotion des droits de la personne humaine, la croissance économique et le développement à long terme ;

LANÇONS UN VIBRANT APPEL :

A TOUS LES BURUNDI

Pour qu'ils adhèrent à ce projet de paix et coopèrent, chacun en ce qui le concerne, à sa réalisation ; qu'ils retrouvent la confiance en eux-mêmes ; qu'ils

regardent leurs voisins en amis et partenaires de destin commun ; qu'ils fassent confiance à leurs dirigeants et reconstruisent ensemble le pays dévasté.

AUX FEMMES ET AUX HOMMES MEMBRES DES INSTITUTIONS POLITIQUES

Pour qu'ils soient l'exemple de la foi dans l'Accord d'Arusha en dépassant les sollicitations partisans de division et soient de véritables hommes d'Etat résolument engagés dans la construction de la paix et le respect de l'Accord ; qu'ils mènent un combat sans répit contre le génocide et l'exclusion en luttant contre l'impunité grâce notamment au respect d'une justice indépendante et équitable ; qu'ils maintiennent un dialogue permanent avec les parties signataires en vue de régler les questions non encore résolues et de faciliter l'application de l'Accord pour qu'ils entament le dialogue en vue de convaincre les organisations opposées à l'Accord à se joindre au processus de paix ; enfin qu'ils lancent résolument le pays sur la voie du développement afin de soulager la misère des populations.

AUX PARTIES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX

Pour qu'elles s'impliquent avec la population et les institutions de transition dans la construction de la paix et qu'elles dépassent les divisions internes aux parties et entre les parties en vue de créer un climat de sérénité nécessaire au dialogue ; qu'elles trouvent avec les institutions de transition un arrangement pour permettre le fonctionnement normal des partis et mouvements signataires de l'Accord en attendant la promulgation de la loi sur les partis politiques et l'abrogation des lois et règlements qui empêchent l'exercice des libertés politiques.

A LA SOCIETE CIVILE

AUX CONFESSIONS RELIGIEUSES

Pour qu'elles inscrivent dans leurs priorités l'éducation à la paix de toutes les couches de la population, participent à la reconstruction de la morale par le rappel des valeurs abandonnées, notamment le respect de la vie, et participent également de manière active à la reconstruction morale en collaboration avec l'Etat et qu'elles accroissent leur assistance sociale aux groupes vulnérables.

AUX FEMMES

Pour qu'elles s'impliquent davantage dans la sensibilisation à la paix à travers l'éducation des enfants et qu'elles saisissent l'opportunité offerte par l'Accord d'Arusha pour s'engager et participer à la gestion des affaires publiques et au processus de développement du pays.

A LA JEUNESSE

Qu'elle prépare son avenir par l'étude et le travail ; qu'elle soit le pilier de la paix ; qu'elle prenne part aux activités de développement communautaire et qu'elle évite tout comportement à risque comme la consommation de stupéfiants et d'alcool ainsi que le vagabondage sexuel.

AUX TRAVAILLEURS ET AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

Qu'ils participent à la reconstruction et à la réhabilitation du pays et soient à l'avant-garde du développement.

AUX ORGANISATIONS OPPOSEES A L'ACCORD D'ARUSHA

Qu'elles ne restent pas en marge du processus de paix engagé, qu'elles acceptent le dialogue et rejoignent les autres pour contribuer au retour de la paix par la sérénité du débat.

AUX MOUVEMENTS ARMES NON SIGNATAIRES DE L'ACCORD

Qu'ils arrêtent les hostilités afin de redonner espoir à la population qui a longtemps souffert des affres de la guerre et créer un meilleur environnement pour les négociations en vue d'un cessez-le-feu permanent.

A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Qu'elle débloque l'assistance et l'aide au développement promise par les tables rondes de Paris et de Genève afin d'éviter de fragiliser davantage le processus engagé et de compromettre les chances de parvenir à une paix durable, d'une part, et qu'elle use de son influence, d'autre part, auprès des groupes armés pour les convaincre de rejoindre rapidement la table des négociations ; du Gouvernement pour qu'il crée un environnement favorable aux négociations ; des organisations opposées à l'Accord de Paix pour qu'elles empruntent la voie du dialogue et ainsi donner une chance à la paix qui serait tentée de faire marche arrière pour l'en dissuader.

Fait à Bujumbura, le 26 juin 2002

**LA COMMISSION DE SUIVI DE L'APPLICATION DE L'ACCORD
D'ARUSHA POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION**